

"Quelle réponse donner au Portugal?", dans Bulletin quotidien Europe (7-8 mars 1977)

Légende: Les 7-8 mars 1977, Emanuele Gazzo, rédacteur en chef de l'Agence Europe, insiste sur la nécessité pour les Neuf de donner une réponse politique claire et rapide à la future demande d'adhésion du Portugal aux Communautés européennes.

Source: Bulletin Quotidien Europe. Réd. Chef Gazzo, Emanuele. 7-8.03.1977, n° 2170. Bruxelles: Agence Europe.

"Quelle réponse donner au Portugal?", auteur:Gazzo, Emanuele , p. 1.

Copyright: (c) Agence Europe S.A.

URL: http://www.cvce.eu/obj/quelle_reponse_donner_au_portugal_dans_bulletin_quotidien_europe_7_8_mars_1977-fr-c96a5931-9e05-4314-82e0-4880bdde4eae.html

Date de dernière mise à jour: 16/03/2015

Quelle réponse donner au Portugal?

par Emanuele Gazzo

M. Mário Soares se trouve aujourd'hui à Paris d'où il entreprend la deuxième et dernière étape de sa tournée dans les capitales des Neuf. Dans sa phase conclusive cette tournée conduira M. Soares devant le Parlement à Strasbourg, la Cour et la BEI à Luxembourg et le Comité économique et social à Bruxelles et, naturellement, la Commission européenne. Il est à souhaiter que cette sollicitude pour les institutions et organes de la Communauté ne soit pas uniquement une sorte d'hommage formel, mais corresponde à la conviction profonde que dans la force des institutions réside la meilleure chance pour une évolution positive du processus d'intégration de l'Europe, et, par voie de conséquence, de la capacité de celle-ci de s'élargir, notamment au Portugal.

La conclusion de la visite de M. Soares sera sans doute suivie à court terme par l'introduction d'une demande d'adhésion basée sur l'art. 237 du traité CEE. Comme nous l'avons expliqué déjà, il appartient aux Neuf de décider si la demande doit être accueillie et des conditions sur la base desquelles une négociation pourrait s'engager. Les Neuf devront par conséquent bientôt arrêter leur position, compte tenu de tous les éléments, dont le principal est que l'adhésion du Portugal ne doit pas avoir un impact négatif dans le processus d'intégration, au point de vue politique, économique et institutionnel, ce qui se tournerait au détriment du Portugal lui-même. Il est possible que les chefs de gouvernement, qui vont se réunir à Rome dans moins de trois semaines, veuillent se pencher eux-mêmes sur ce problème, afin de peser les termes d'une réponse et de donner à cette réponse le caractère solennel qu'elle mérite.

Certains observateurs, et en premier lieu les Portugais eux-mêmes, ont tendance à souligner que, pour une Communauté de 260 millions d'habitants, le problème d'"intégrer" un pays comme le Portugal n'est certainement pas hors de portée. Ceci est vrai. Mais tout le monde sait que le problème se pose dans des termes tout à fait différents, c'est à dire que l'adhésion du Portugal n'est qu'un élément d'un élargissement de la Communauté européenne telle qu'elle est actuellement à tout le sud continent européen. La dimension, qu'on le veuille ou non, est celle-ci, et les solutions à rechercher sont en rapport avec cette dimension. C'est la raison pour laquelle M. Jenkins a parlé à plusieurs reprises d'une évaluation "globale". Cette évaluation globale ne sera pas aisée : il est très difficile d'en préjuger les résultats.

Toujours est-il que le problème à trancher à court terme est celui de la réponse à donner au Portugal. C'est un problème important pour le régime démocratique récemment installé. L'impact psychologique qu'aura cette réponse sera grand et pourra contribuer, dans un sens positif ou négatif, à la solution des problèmes politiques et économiques auxquels Lisbonne doit faire face. Ayant mis en garde contre les risques que présente un élargissement précipité, nous estimons que dans le cas du Portugal, la Communauté devra agir avec sagesse et avec courage. C'est à dire que la réponse à donner, dont il est escompté qu'elle sera positive sur le plan politique, doit permettre d'entamer un processus qui sera long (chose dont le gouvernement portugais est parfaitement conscient) mais dont les grandes lignes devront être aperçues par l'opinion publique portugaise qui aura donc elle-même à contribuer à la recherche de solutions appropriées. Il ne s'agira pas en effet, d'"annexer" à une zone sur-développée un nouveau marché qui serait maintenu en vie par des subsides de circonstances. L'élargissement peut devenir, pour l'Europe tout autant que pour le Portugal, une occasion, la grande occasion, pour repenser les problèmes fondamentaux de la structure et du modèle de développement de l'Europe future. Celle-ci sera sans doute différente de celle que nous connaissons. Mais l'on doit prendre garde: différente doit vouloir dire meilleure, mieux équilibrée, plus attrayante pour les hommes, pouvant être plus généreuse vis à vis du monde en développement.

Si le Portugal, dont l'apport historique, culturel, humain à l'Europe est sans doute précieux, saisit cette occasion, s'il souhaite lui-même le dépassement de son cas particulier pour contribuer à une solution globale, il aura la chance de contribuer à une "nouvelle fondation" de l'Europe. Pour que cela soit possible, il faudra bien sûr l'accord de tous les gouvernements, dont certains sont réticents parce qu'ils voient les difficultés réelles dans l'avenir immédiat. Mais il faudra également que le Portugal, au moment même où il pose un problème, fasse savoir clairement qu'il apportera tout son concours pour le résoudre. Et en premier lieu qu'il est prêt à œuvrer pour renforcer les institutions et le processus décisionnel de la Communauté. Le retour

intégral à l'application des traités en ce qui concerne les votes majoritaires est l'un des points sur lesquels le Portugal doit déclarer dès maintenant son accord avec les forces qui souhaitent que son entrée dans la Communauté ne soit pas le commencement de la fin de celle-ci.